



Questionnaire relatif au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada

Été 2016

RENSEIGNEMENTS IMPORTANTS

Toutes les personnes qui souhaitent soumettre leur candidature au poste de juge de la Cour suprême du Canada doivent remplir le présent questionnaire. En plus de remplir le présent questionnaire, tous les candidats doivent, le cas échéant, soumettre la documentation demandée à la PARTIE 7 et à la PARTIE 8. Pour que leur dossier de candidature soit considéré comme étant complet, les candidats doivent le soumettre par courriel au Bureau du commissaire à la magistrature fédérale (BCMF) à l'adresse suivante : SCCBoard-ComiteCSC@fja-cmf.gc.ca. Le dossier de candidature comprendra les documents suivants qui seront envoyés en plusieurs courriels de la manière indiquée ci-après :

- un [Questionnaire](#), rempli (la dernière page doit être imprimée, signée, datée, numérisée et transmise avec le questionnaire),
- un [Formulaire d'autorisation](#), rempli
- un [Formulaire de consentement à la vérification des antécédents](#), rempli

Si possible, ces trois premiers documents devraient être envoyés dans un seul courriel

ET, dans des courriels distincts :

- cinq décisions, documents juridiques ou publications (voir la Partie 7, Évaluation des compétences)
- des documents pertinents (le cas échéant) (voir la Partie 8)

REMARQUE 1 : La ligne d'objet de tous les courriels doit être ainsi libellée : Processus de nomination à la CSC - <Nom de famille, Prénom>. (ex., Processus de nomination à la CSC - Doe, Jane)

REMARQUE 2 : Les candidats doivent inscrire leurs réponses dans l'espace prévu à cette fin dans le questionnaire, sauf dans les cas susmentionnés.

N'ENVOYEZ PAS ce qui suit : lettres de recommandation, photographies, *curriculum vitae* distinct

Remarque : Il est fortement recommandé aux candidats de s'informer si leur fournisseur de service Internet impose des restrictions sur la taille des courriels (ex., système de courriel fourni par le palais de justice, Rogers, Bell, etc.) car cela peut entraîner des difficultés techniques lorsqu'on tente de transmettre des documents volumineux au BCMF. Si des candidats éprouvent des difficultés techniques lorsqu'ils tentent de soumettre leur questionnaire, ils doivent communiquer avec le Bureau de service du BCMF (1-888-495-8849) afin d'obtenir de l'aide immédiate. Le BCMF enverra un message de confirmation accusant réception de tous les courriels qui ont été bien reçus.

Des renseignements additionnels figurent sur le site Web du Bureau du commissaire à la magistrature.

AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

Tous les renseignements personnels figurant dans un dossier de candidature sont recueillis par le BCMF pour le comité consultatif indépendant sur les nominations des juges à la Cour suprême du Canada (comité consultatif), conformément au pouvoir conféré par le décret établissant le comité consultatif. Les renseignements personnels recueillis sont utilisés pour appuyer le mandat du comité consultatif qui consiste à examiner les demandes provenant de candidats et à soumettre au premier ministre une liste de candidats qualifiés pour le poste de juge à la Cour suprême du Canada. Les renseignements personnels recueillis sont protégés conformément aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Les renseignements personnels recueillis peuvent, pour les besoins de l'évaluation et de la recommandation de candidats à la nomination, être utilisés et divulgués à d'autres institutions et organisations gouvernementales, notamment le Bureau du Conseil privé, le ministère de la Justice et le Cabinet du premier ministre ainsi qu'à des tiers. Les renseignements personnels recueillis peuvent être utilisés et divulgués pour d'autres fins, conformément aux dispositions de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Dans tous les autres cas, les renseignements personnels ne seront utilisés et divulgués qu'avec le consentement de la personne.

Bien que la confidentialité soit autant que possible assurée, si un candidat est choisi par le premier ministre, il est important de savoir qu'il est prévu qu'à ce moment les renseignements, y compris les renseignements personnels, compris aux PARTIES 3, 4, 5, 6, 7 et 10 du présent questionnaire seront divulgués au public. On demandera au candidat retenu de consentir à la divulgation des renseignements personnels figurant dans ces parties avant de procéder à la divulgation.

DATE LIMITE

Seuls les dossiers de candidature transmis avant la date limite seront examinés par le comité consultatif. Il incombe aux candidats de s'assurer que leur dossier de candidature est complet et que tous les documents ont bel et bien été livrés au BCMF au plus tard à 23 h 59, heure avancée du Pacifique, le 24 août 2016. Les dossiers de candidature incomplets ou transmis en retard ne seront peut-être pas examinés par le comité consultatif.

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom : _____

Adresse : _____

Date de naissance : _____ Numéro de téléphone : _____

Courriel : _____ Citoyenneté : _____

Sexe : Homme Femme Autre Langue officielle privilégiée pour la correspondance : Anglais Français

Auto-identification en matière de diversité (facultatif)

En exécutant ses travaux, le Comité consultatif appuie le gouvernement dans son intention d'atteindre l'équilibre entre les sexes ainsi qu'une représentation de la diversité des membres de la société canadienne au sein de la Cour. Nous vous encourageons à fournir des renseignements sur vous-même que vous croyez être utiles aux fins de cet objectif.

Autochtones Minorités visibles Groupe culturel/ethnique ou autre Femme Personnes handicapées LGBTQ2

PARTIE 2 - RÉFÉRENCES

Indiquez six répondants, du domaine juridique et non juridique, et leurs coordonnées. Prière de NE PAS envoyer de lettres de recommandation. Veuillez informer vos répondants que le Comité consultatif *pourrait* communiquer avec eux concernant votre demande et que, le cas échéant, ils devront être disponibles.

PARTIE 3 - QUALIFICATIONS OBLIGATOIRES

Adhésion(s) au Barreau :

Nom du ou des Barreaux, dates, raison de l'annulation de l'adhésion (p. ex., démission, accession à la magistrature, autre) et date de réintégration (si applicable).

Expérience judiciaire (si applicable) :

(Inscrivez toutes les dates des nominations)

RÉSIDENCE

(Veuillez confirmer que vous satisfaites à l'énoncé du critère obligatoire suivant)

- En application de la *Loi sur la Cour suprême*, tous les juges doivent résider dans la région de la capitale nationale ou dans une zone périphérique de 40 kilomètres. Je confirme que je satisfais ce critère, ou que je m'engage à déménager dans la région de la capitale nationale ou dans une zone périphérique de 40 kilomètres si je suis nommé(e).

PARTIE 4 - EXIGENCES LINGUISTIQUES

Veillez noter qu'en plus de vos réponses aux questions énoncées ci-après vous serez peut-être évalué sur votre connaissance fonctionnelle des deux langues.

Sans formation supplémentaire, êtes-vous capable de lire ou de comprendre des documents de la cour :

en français en anglais

Sans formation supplémentaire, êtes-vous en mesure de discuter d'affaires juridiques avec vos collègues :

en français en anglais

Sans formation supplémentaire, êtes-vous capable de converser avec un avocat en cour :

en français en anglais

Sans formation supplémentaire, êtes-vous capable de comprendre les observations orales présentées en cour :

en français en anglais

PARTIE 5 - ÉTUDES

Nom de l'établissement, années d'études, diplôme et année d'obtention du diplôme :

Formation continue :

Distinctions académiques :

PARTIE 6 - ANTÉCÉDENTS PROFESSIONNELS

Veillez indiquer dans l'ordre chronologique et à partir du plus récent les emplois que vous avez exercés, et préciser pour chacun la durée applicable et le nom de l'employeur. Concernant les emplois dans le domaine juridique, veuillez inscrire les secteurs de travail ou les spécialisations, ainsi que les années correspondantes. Au besoin, indiquez si les secteurs de travail ont changé.

Expérience de travail dans le domaine juridique :

--

Expérience de travail dans un domaine non juridique :

--

Autres expériences professionnelles :

(Inscrivez toutes les associations du barreau ou comités d'affaires juridiques dont vous êtes ou avez été membre, et tous les titres des postes que vous avez occupés au sein de ces groupes, ainsi que les dates correspondantes.)

--

Activités bénévoles :

Enseignement et formation continue :

(Indiquez toutes les organisations et activités de formation judiciaire ou juridique auxquelles vous avez pris part (p. ex. enseignement dans une faculté de droit, à l'Institut national de la magistrature, à l'Institut canadien d'administration de la justice, etc.)

Activités communautaires et civiques :

(Indiquez toutes les organisations dont vous êtes membre ou tout poste que vous avez occupé, ainsi que les dates correspondantes).

Prix et distinctions honorifiques :

PARTIE 7 - EXPÉRIENCE ET EXPERTISE

Énumérez et expliquez vos domaines d'expertise juridique :

Énumérez les autres secteurs juridiques dans lesquels vous avez de l'expérience et fournissez des détails :

Indiquez tous les cas répertoriés où vous avez comparu en tant qu'avocat (exclure les affaires courantes, les ordonnances par consentement, etc.) :

Fournissez les références de toutes les décisions publiées que vous avez rédigées (y compris en tant qu'arbitre, ou tout autre titre à capacité décisionnelle), indiquant s'il s'agit d'avis dissidents ou d'avis concordants :

Mentionnez toutes les publications et opinions éditoriales, y compris celles en ligne, ainsi que les dates et citations ou les liens, si accessibles :

Énumérez toutes les présentations que vous avez données au cours des dix dernières années (autres que celles mentionnées sous la rubrique Enseignement et formation continue; par exemple, des présentations devant des membres du public, etc.) :

ÉVALUATION DES COMPÉTENCES

1- Indiquez et transmettez, dans un courriel distinct pour chaque document, cinq décisions, documents juridiques (p. ex. mémoires) ou publications que vous avez rédigés et qui démontrent vos capacités d'analyse, votre aptitude à résoudre des problèmes juridiques complexes et vos compétences en rédaction juridique. Veuillez résumer ci-dessous, en un maximum de 300 mots, chaque décision, document ou publication et expliquer pourquoi vous l'avez choisi.

Résumé 1 :

Résumé 2 :

Résumé 3 :

Résumé 4 :

Résumé 5 :

2- Décrivez cinq des cas ou affaires les plus importants que vous avez traités en pratique juridique ou en tant que juge, et indiquez comment vous les avez traités.

EXPÉRIENCE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA

Fournissez une liste de tous les cas auxquels vous avez participé en tant qu'avocat(e) et qui ont été entendus par la Cour suprême du Canada (appels de plein droit, renvois et appels sur autorisation) et les résultats (ainsi que tout cas en instance). Vous pouvez mentionner toute participation importante à une affaire autrement qu'à titre d'avocat désigné (p. ex. comité d'examen des mémoires). Le cas échéant, veuillez préciser la nature de votre participation.

Indiquez toutes les demandes d'autorisation devant la Cour suprême du Canada auxquelles vous avez participé en tant qu'avocat(e), et leur résultat (y compris tout cas en instance).

Énumérez tous les cas auxquels vous avez participé en tant que juge concernant une demande ou permission d'en appeler devant la Cour suprême du Canada ou l'octroi d'une telle permission, et leur résultat (y compris tout cas en instance).

Fournissez une liste de tous les cas auxquels vous avez participé en tant que juge et qui ont été entendus par la Cour suprême du Canada (pourvois de plein droit, renvois et pourvois sur autorisation) et des résultats (ainsi que tout cas en instance).

PARTIE 8 - QUALITÉS PERSONNELLES ET INTÉGRITÉ

Veillez répondre oui ou non aux questions suivantes. Si vous répondez par l'affirmative, fournissez une réponse détaillée ainsi que toute documentation pertinente.

1. Avez-vous déjà fait l'objet de mesures disciplinaires de la part d'un Barreau, d'un conseil de la magistrature ou d'une autre association professionnelle ou autorité réglementaire? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

2. Y a-t-il des plaintes ou des enquêtes pendantes vous concernant? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

3. Avez-vous déjà fait l'objet d'une plainte auprès d'un conseil de la magistrature ou d'une autre association professionnelle ou autorité réglementaire? Comment le conflit a-t-il été résolu? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

4. Avez-vous déjà été reconnu(e) coupable d'une infraction ou d'un acte criminel par une cour de justice ou un tribunal? Contestez-vous présentement une accusation d'avoir commis ce genre d'infraction? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente :

5. Êtes-vous présentement impliqué(e) dans un litige en tant que partie ou intervenant, à titre personnel ou en groupe? Prévoyez-vous dans un avenir rapproché intenter pareille procédure ou être cité comme défendeur (parce que vous avez reçu une lettre de demande ou avez été informé de la possibilité d'une poursuite à votre égard ou parce qu'il est possible que vous intentiez une poursuite contre une tierce partie)? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

6. Avez-vous déjà été impliqué(e) dans un litige en tant que partie ou intervenant, à titre personnel ou en groupe?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

7. Êtes-vous insolvable, avez-vous des difficultés financières, ou risquez-vous de faire l'objet de réclamations financières éventuelles formulées contre vous, ou vos associés en droit ou en affaires?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

8. Avez-vous déjà fait faillite?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

9. Avez-vous des comptes d'impôt en souffrance auprès d'une autorité fédérale, provinciale, territoriale ou municipale?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

10. Êtes-vous en défaut de paiement d'une pension alimentaire familiale?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

11. Y a-t-il quelque chose dans votre passé ou votre présent qui pourrait avoir une conséquence négative pour vous-même ou la magistrature?

Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

PARTIE 9 - SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Le travail de juge à la Cour suprême du Canada est extrêmement exigeant et stressant. Les candidats doivent être suffisamment en bonne santé pour faire le travail sans nuire à leur bien-être physique et mental. Vous devez répondre par « Oui » ou par « Non » aux questions suivantes. Si vous répondez « Oui », veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

1. Avez-vous actuellement, ou avez-vous déjà subi au cours des dix dernières années, des problèmes de santé débilissants d'ordre physique ou mental? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

2. Avez-vous actuellement, ou avez-vous déjà subi au cours des dix dernières années, des problèmes de dépendance, notamment à l'alcool, aux drogues ou au jeu? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

3. Y a-t-il un quelconque obstacle qui pourrait nuire à votre capacité de faire votre travail en tant que juge de la Cour suprême? Oui Non

Si vous avez répondu OUI, veuillez fournir une explication détaillée et toute documentation pertinente.

PARTIE 10 - LE RÔLE DE LA FONCTION JUDICIAIRE DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE CANADIEN

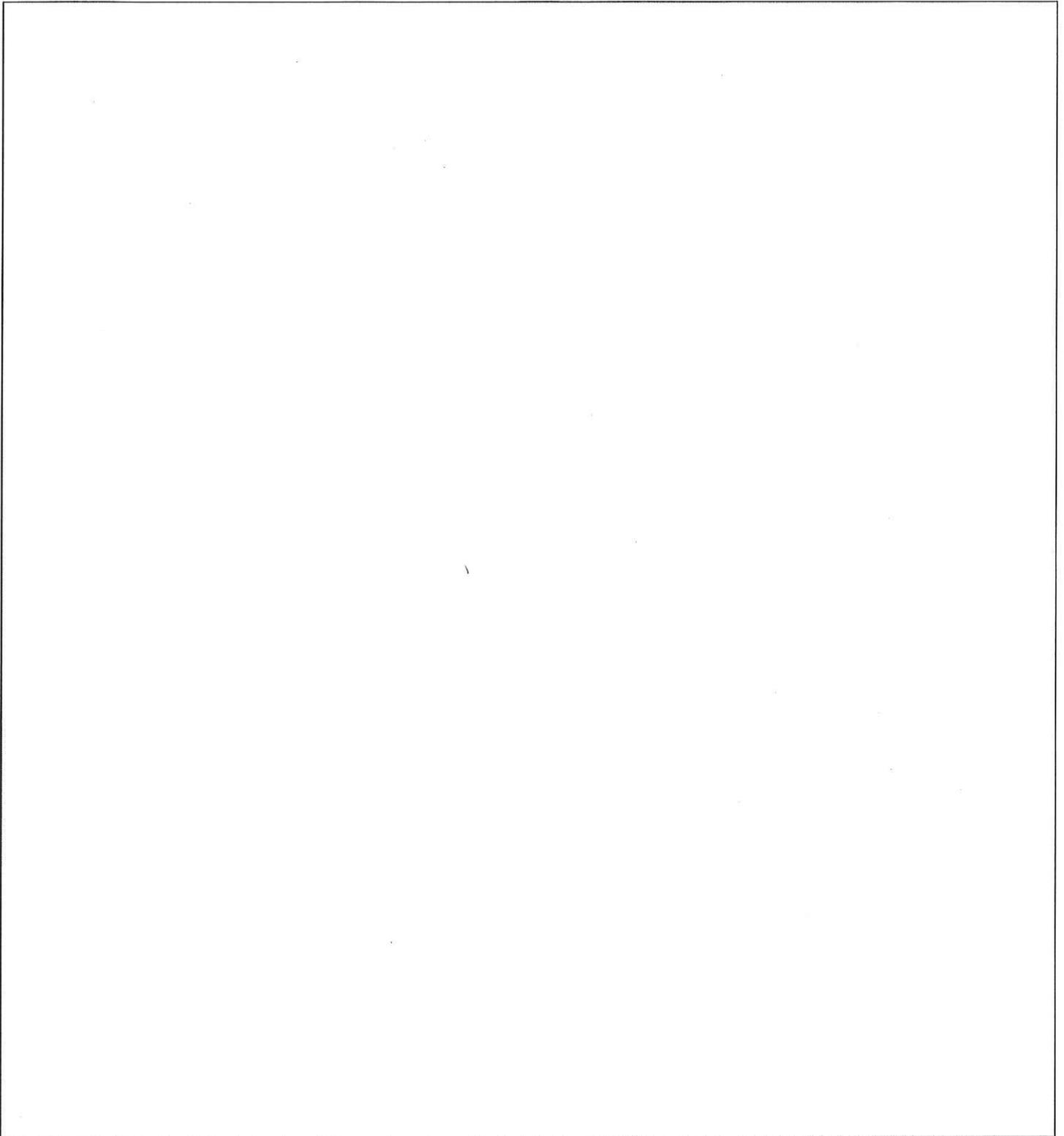
Le gouvernement du Canada souhaite nommer des juges ayant une connaissance approfondie de la fonction judiciaire au Canada. Afin de fournir une base solide à leur évaluation, on demande aux candidats de donner leur opinion sur des sujets généraux liés à la fonction judiciaire et au système juridique au Canada. Pour chacune des questions ci-dessous, veuillez fournir une réponse de 750 à 1 000 mots.

1. Que considérez-vous comme votre plus grande contribution au droit et à la poursuite de la justice au Canada?

2. Comment votre expérience vous a-t-elle permis de saisir la variété et la diversité des Canadiens et des Canadiennes et leurs perspectives spécifiques?

3. Décrivez le rôle que doit jouer un juge dans une démocratie constitutionnelle.

4. À qui s'adressent les décisions de la Cour suprême du Canada?



5. Comment le rôle d'un juge à la Cour suprême du Canada permet-il le rapprochement entre le besoin de fournir une orientation sur des questions d'importance pour le système juridique dans son ensemble et les faits précis d'une affaire qui semblent mener à un résultat injuste pour une partie donnée?

PARTIE 11 - DÉCLARATIONS ET SIGNATURE

J'accepte de respecter le caractère confidentiel du processus de nomination à la Cour suprême du Canada, y compris le contenu de ma candidature, toute communication avec le Comité consultatif, le Cabinet du premier ministre, le Bureau du Conseil privé, le Cabinet du ministre de la Justice ou le Bureau du commissaire à la magistrature fédérale à l'égard du présent processus de nomination. Oui
 Non

Je reconnais qu'il y aura d'autres vérifications de sécurité auxquelles je devrai consentir avant de pouvoir faire l'objet d'une recommandation par le Comité consultatif. Oui
 Non

Je reconnais qu'il m'appartient de m'assurer que ma demande est complète et qu'elle contient tous les renseignements obligatoires et les documents à l'appui, et que tout défaut de soumettre une demande complète peut entraîner le rejet de ma demande. Oui
 Non

ATTESTATION

J'atteste que les renseignements fournis dans le présent questionnaire et que toute pièce jointe soumise en lien avec ma demande sont vrais et exacts. Oui
 Non

Signature : _____

Date : _____